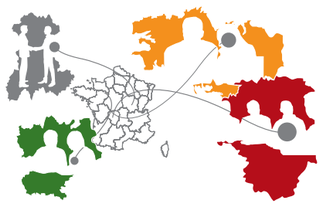
MAQUETTE RTES 10:Mise en page 1 21/07/09 14:58 Page 1

rtes

N° 10

La lettre du **Réseau** des **territoires** pour **l'économie solidaire**

Avril-juin 2009



Édito

Les réponses à l'interpellation par le RTES des principales têtes de liste aux élections européennes sont un indice de l'intérêt de plus en plus grand suscité par l'économie sociale et solidaire. Bien entendu, on pourra dire que les engagements pris ne concernent que ceux qui y croient, que les visions des uns et des autres de l'ESS sont assez différentes et en tout cas souvent fragmentaires. Nous serons en tout cas vigilants, aux côtés d'autres réseaux d'acteurs de l'ESS, sur l'implication des parlementaires pour faire avancer la reconnaissance de l'ESS à l'échelle européenne. La création d'emplois socialement utiles et non délocalisables passe notamment par la création d'un environnement règlementaire favorable (avec par exemple l'adoption des statuts européens de mutuelles, fondations et associations).

Le moment n'a sans doute jamais été aussi favorable pour faire connaître, pour faire reconnaître, les contributions de l'ESS au développement des territoires. Les premiers retours des contacts pris avec les autres associations de collectivités locales, qu'il s'agisse de l'Association des Régions de France, fortement engagée sur cette question depuis de nombreux mois, de l'Association des Maires de France, le développement des adhérents qui rejoignent le RTES, témoignent du changement d'écoute.

Le travail remarquable impulsé par Claude Alphandéry, avec notamment la rédaction d'un Livre Blanc de l'ESS, nous semble être une occasion importante de mise en mouvement autour d'un projet partagé.

Et si le moment était venu pour l'ensemble des acteurs et partenaires de l'ESS de contribuer à l'élaboration d'un nouveau projet de société ?

Christiane Bouchart
Présidente du RTES

Dans ce numéro, nous vous présentons plusieurs initiatives des territoires pour illustrer concrètement la diversité et la maturité des politiques de soutien à l'ESS qui s'inscrivent de plus en plus dans le cadre de politiques formalisées et de soutien aux filières.

Par ailleurs, le développement des formations à l'économie sociale et solidaire est un enjeu majeur, c'est pourquoi nous avons décidé d'y consacrer notre transversale. Nous nous réjouissons des multiples initiatives qui se développent dans le domaine, répondant à la fois aux aspirations des jeunes à concilier des valeurs et un projet professionnel, et aux exigences de professionnalisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Cette professionnalisation est absolument nécessaire pour mieux valoriser la spécificité de ces derniers, notamment en terme de gouvernance et d'évaluation de la performance sociale. Pour autant, la multiplication des formations spécialisées des cadres des structures de l'ESS ne doit pas nous conduire à négliger l'importance de l'éducation tout au long de la vie, et de celle des consommateurs, des épargnants, des citoyens, comme levier d'une réelle citoyenneté démocratique et économique.

Enfin, la transversale aborde la question des jeunes. Elle ouvre un important chantier de travail que portera le RTES dans les prochains mois, consacré aux jeunes et aux initiatives économiques solidaires.

Bonne lecture !

LE BUREAU DU RTES

MAQUETTE RTES 10:Mise en page 1 21/07/09 14:58 Page 2

NORD-PAS-DE CALAIS

Gros coup de pouce en faveur de la création d'activités économiques solidaires

Lors de la séance plénière du 14 mai 2009, le Conseil Régional Nord-Pas-de Calais a décidé d'allouer à l'ESS un budget supplémentaire de 5 millions d'euros.

Cette décision, présentée conjointement par Ginette Dhenin-Verbrugghe (Vice-Présidente chargée entre autre de l'économie solidaire) et Pierre de Saintignon (Vice-Président chargé notamment du développement économique) a été adoptée à une très large majorité.

L'objectif, en cette période de crise multiforme – financière et économique, mais aussi sociale, environnementale et écologique – est de donner à l'ESS les moyens nécessaires pour créer et développer des activités utiles, répondant aux besoins de la population et s'appuyant sur la mobilisation citoyenne.

Concrètement, ces moyens renforcent les dispositifs de Contrat de création et de Contrat d'appui au développement déjà mis en œuvre par la Région. Comme le rappelle Ginette Dhenin-Verbrugghe « nous avons des dispositifs et des outils, nous avons un partenariat avec les principales institutions qui interviennent dans ce domaine, nous avons surtout une multitude d'acteurs expérimentés et de porteurs de projets qui souhaitent pouvoir développer leurs activités. Les moyens supplémentaires conséquents que nous proposons d'affecter à cette politique vont contribuer à renforcer notre rôle de puissance publique investie dans la réduction des inégalités et dans la réponse à apporter aux enjeux sociaux et économiques actuels. »

À terme, cet effort financier doit aussi permettre de créer 3 000 emplois… non délocalisables !

Contact : Ginette Dhenin-Verbrugghe, Vice-Présidente. Direction de l'action économique. Service création d'activités et développement des territoires - 03 28 82 75 67. www.nord-pasdecalais.fr/economie/regionSolidaire.asp

Un pôle du commerce équitable à Villeneuve d'Ascq

La Ville de Villeneuve d'Ascq a souhaité créer un pôle dédié au commerce équitable, conçu comme espace de vente formé de plusieurs boutiques de tailles différentes et également d'animation et de pro-

Ginette Dhenin-Verbrugghe, Vice-Présidente, Conseil régional Nord-Pas-de Calais

motion du commerce équitable.

Depuis un an maintenant un comité de pilotage a été créé, rassemblant des représentants de la Ville ainsi qu'une quinzaine d'acteurs du commerce équitable, économiques ou associatifs, souhaitant adhérer au projet.

Une charte…

La première mission du comité de pilotage a été de réfléchir et travailler collectivement à une charte du pôle qui présente les principes d'une démarche de commerce équitable que les acteurs signataires s'engagent à respecter et promouvoir.

Ce qu'on trouve dans le pôle…

– Des produits variés issus d'un commerce équitable : 11 enseignes sont présentes au pôle du commerce équitable, et d'autres structures sont en dépôt-vente au sein de la grande cellule de vente.
– Des animations au niveau d'un espace central non commercial. Le bâtiment accueillera en effet des expositions, conférences, actions de sensibilisation avec les écoles, ateliers manuels, etc.

Un calendrier d'animations sera prochainement mis en place.

Inauguration du pôle de commerce équitable à Triolo (Villeneuve d'Ascq). Photo Marie Goudeseune, Nord Éclair

Contact : Florence Lecocq, Adjointe. Hélène Grimblot, chargée de mission, hgrimblot@villeneuvedascq.fr

BOURGOGNE

Adoption d'un plan de développement en Bourgogne

Le Conseil Régional de Bourgogne a adopté le 23 mars à l'unanimité le PREDESS, Plan régional de développement de l'économie sociale et solidaire. La formalisation du PREDESS a notamment comme objectif de permettre que les interventions du Conseil Régional soient clairement identifiées par les acteurs de l'ESS et le grand public, et d'autre part qu'il puisse constituer un lieu d'informations pour le citoyen qui voudrait entreprendre autrement.

L'ESS est un axe prioritaire du Schéma régional de développement économique, doté d'une ligne budgétaire spécifique. Il s'est concrétisé notamment par le lancement d'une démarche participative avec les Ateliers régionaux pour le développement de l'économie sociale et solidaire en Bourgogne (ARDESS).

Un outil d'innovation sociale : les Ateliers Régionaux pour le Développement de l'ESS

Les ARDESS regroupent, au sein d'ateliers participatifs, l'ensemble des acteurs bourguignons de l'économie sociale et solidaire. Le thème de ces ateliers mensuels ou bimensuels est choisi en concertation avec les acteurs locaux lors d'un comité de pilotage qui inaugure l'année sociale et solidaire du Conseil Régional. Parmi les thèmes retenus, lors du comité de pilotage du 23 janvier 2009 : les finances solidaires, la consommation citoyenne, la formation, la mise en place d'événements, la diversité et l'égalité, et le développement local. Permettre aux acteurs de se reconnaître et se constituer en réseau, aider à la décision, favoriser la mise en place d'événements, sont les objectifs de ces ARDESS, dont le dernier comité de pilotage a réuni 85 personnes.

Retrouver le PREDESS dans son intégralité sur le site du RTES.

Contact : Philippe Hervieu, Vice-Président. Anne-Marie Maison, chef de mission ESS, ammaison@cr-bourgogne.fr

NANTES-MÉTROPOLE

Lancement du plan triennal 2009-2011 pour l'économie sociale et solidaire

Avec ce plan voté le 15 juin 2009, la Communauté Urbaine de Nantes Métropole fait à nouveau la preuve de son l'engagement en faveur de l'ESS. Cette étape prend tout son sens dans un contexte de crise économique majeure : pour les élus, il s'agit d'un « devoir d'initiative » (extrait délibération).

Dès 2004, le conseil communautaire de Nantes Métropole reconnaît l'économie sociale et solidaire (ESS) comme secteur économique à part entière. Depuis, cette vision s'est réaffirmée : politique en matière d'emplois en 2007, Agenda 21 communautaire, plan triennal 2006-2008 pour l'économie sociale et solidaire.

Le soutien à l'événement « Écossolies » a produit des effets très positifs en terme de dynamique de territoires et a généré entre les acteurs et la collectivité, une co-construction du Pôle d'innovation et de co-développement de l'ESS, projet phare du plan triennal 2009-2011.

Voté à l'unanimité, le plan de développement se décline en 4 objectifs stratégiques :
– Irriguer l'économie sociale et solidaire dans les différentes politiques publiques de Nantes Métropole.
– Faire de l'ESS une activité de recherche-développement de l'innovation socio-économique
– Soutenir des projets qui répondent à l'évolution des préoccupations concrètes des habitants
– Développer l'image d'un territoire promoteur de l'économie plurielle.

Parmi les 5 actions retenues, outre la poursuite des appels à projets ESS (filières émergentes, recherche et expérimentation sociale), et l'accompagnement de projets structurants, la création du Pôle d'Innovation et de Co-développement de l'ESS, un emblème sera animé par l'association Ecossolies et déploiera 4 fonctions (développement de l'entreprenariat social, formation des acteurs, promotion de l'ESS auprès des habitants, implication des acteurs et des collectivités dans la co-construction des politiques publiques).

Les élus privilégient également « l'articulation entre ancrage territorial et dimension internationale de l'ESS » et la « construction d'une charte de progrès de référence aux structures qui solliciteront le soutien de Nantes Métropole ».

Contact : Jean-Philippe Magnen, Conseiller communautaire. Jean-Paul Huard, chargé de mission ESS jean-paul.huard@nantesmetropole.fr - 02 40 99 48 32

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE POITIERS

Développer les circuits courts en ville

Pour les élus de la CAP, développer les circuits courts en ville est née d'une volonté de réconcilier l'économique, le social et l'écologique : rapprocher les acteurs des producteurs, mieux redistribuer les richesses produites, concédées en principe aux industries de la transformation et de la distribution, apporter une dimension qualitative dans l'échange et pour la pratique agricole, une démarche durable porteuse de pratiques soucieuses de l'environnent (diminution des dépenses énergétiques et coût de transports, choix d'engrais naturels).

Vers un marché local

Faire intervenir des acteurs pouvant construire ensemble l'offre et la demande est vite apparu comme nécessaire. Les volontés de chacun en se confrontant se complètent et construisent un échange dans lequel le lien social est fondateur. Le territoire du quartier, de la commune est la bonne échelle pour favoriser la production d'initiatives individuelles et collectives.

Grâce à un groupe de travail élargi aux partenaires en 2007, la collectivité locale a élaboré un plan d'actions : intervention auprès des habitants, afin de développer un processus de commercialisation entre consommateurs de la CAP et producteurs des zones limitrophes, accompagnement des consommateurs et producteurs dans des démarches collectives (approvisionnement, associations de consommateurs, AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), marchés de plein vent, magasins de producteurs, etc.).

L'AFIPAR (Association de formation et d'information pour les paysans et les ruraux) animera cette démarche qui mobilise les agriculteurs sur la vente directe et ceux qui veulent diversifier leurs modes de commercialisation ou qui sont en cours d'installation autour de projets émergents avec les habitants de la CAP.

La communauté va bien plus loin puisqu'elle prévoit, avec le réseau Minga, de s'appuyer sur les magasins de proximité et distributeurs de produits alimentaires dans l'objectif de développer leurs offres en matières de produits locaux, biologiques, etc. Une véritable logique d'animation économique et sociale ! Parvenir à initier une démarche de progrès économique au sein de ces structures est bien entendu visé : choix de fournisseurs, critère qualité, satisfaction client, réflexion sur le prix des denrées et sa répartition, délais de paiement.

Contact : Michel Berthier, Conseiller communautaire. Julien Poncet, chargé de mission à l'Insertion sociale et solidaire : 05 49 41 91 50 julien.poncet@agglo-poitiers.fr

MAQUETTE RTES 10:Mise en page 1 21/07/09 14:58 Page 4

Développement des formations à l'ESS : effet de mode ou réponse adaptée aux besoins des territoires et des acteurs ?

L'actualité récente foisonne d'initiatives en matière de formation à l'économie sociale et solidaire : lancement de l'école de l'entrepreneuriat en économie sociale, ouverture d'une licence pro « Animateur de projets dans l'économie sociale et solidaire », création de chaires spécialisées dans des écoles supérieures de commerce, sans parler de la sortie de la première promotion d'étudiants de maîtrise en économie et gestion des entreprises d'économie sociale et solidaire au Burkina Faso. Si les formations spécialisées à l'économie sociale et solidaire se multiplient, paradoxalement on fait peu de place à l'ESS dans les formations généralistes, qui permettraient de faire largement connaître auprès du grand public cette économie visant à produire et consommer autrement. Autre paradoxe : on forme des spécialistes, répondant à la professionnalisation croissante des acteurs, mais quelle est la capacité des structures d'économie solidaire, souvent fragiles économiquement, à proposer des emplois non précaires et attractifs ? Quel rôle les collectivités locales peuvent-elles jouer ?

De l'enseignement supérieur de la coopération à la formation des cadres de l'ESS

Danièle Demoustier et Scarlet Courvoisier-Wilson dans un récent article publié à la Recma[1] soulignent cette situation ambivalente : « La nature de l'information économique et la place de l'enseignement éco nomique et social au lycée font débat. Le MEDEF multiplie les initiatives pour valoriser, dans les programmes et auprès des enseignants, le rôle de l'entreprise. Malgré son engagement historique en faveur de l'éducation (ouvrière, populaire, coopérative), l'ESS semble aujourd'hui très éloignée de cette ambition de formation générale de la jeunesse…

Dans la première moitié du XXe siècle, parallèlement à la diffusion des pratiques de la coopération scolaire dans l'enseignement primaire, l'enseignement de la coopération s'est diffusé dans l'enseignement supérieur, à l'initiative d'illustres universitaires, militants coopératifs, tels Charles Gide, Marcel Mauss, Bernard Lavergne… Cet élan s'est lui aussi peu à peu tari, conduisant à la disparition, à la fin des années soixante-dix, des cours de coopération dans les UER de sciences économiques, alors émancipées des facultés de droit. Seul l'enseignement agricole a conservé une certaine approche de la coopération.

Néanmoins, depuis une vingtaine d'années, se sont multipliées des formations de licence et master professionnels dédiées à une spécialisation en économie sociale et/ou solidaire. Une quinzaine de masters professionnels et une douzaine de licences professionnelles accueillent aujourd'hui plus de cinq cents étudiants. »

L'objet n'est pas ici de faire un panorama exhaustif des formations existantes, mais de présenter quelques initiatives qui nous semblent particulièrement significatives. Et nous avons choisi de privilégier le regard des jeunes (ou moins jeunes, etc.) qui se sont engagés dans ces formations, qu'ils soient en formation initiale, en réorientation professionnelle, technicien de collectivité locale, responsable d'entreprises de l'économie sociale et solidaire, etc.

Des formations ancrées dans le territoire

Le master « Développement local et économie solidaire de Valenciennes : un précurseur

La création de ce master (DU puis DESS en 1995) est issue directement d'une volonté de répondre aux besoins du territoire repérés par les Assises régionales du travail et de l'emploi. Ces assises, lancées par le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais en 1994, avaient notamment mis en évidence le manque de porteurs de projets en région, et en particulier dans le Valenciennois.

L'une des spécificités de ce master est de développer un lien étroit avec les acteurs du territoire, en mobilisant par exemple un grand nombre d'intervenants professionnels, responsables de structures et de réseaux d'économie sociale et solidaire, ou représentants des différentes collectivités locales. Autre caractéristique, l'alternance d'une semaine de formation en faculté et de trois semaines de conduites de projet. Les trois-quarts des étudiants sont en formation continue.

Anthony Beharelle, entrepreneur à Lille, préparation de repas bio pour des crèches

« Après avoir travaillé 6 ans dans l'industrie automobile en tant que chef de projet industriel, je souhaitais mettre en adéquation mes valeurs et mon activité professionnelle. Attiré par la création d'une entreprise, j'ai recherché une structure pour m'accompagner, et ce dans un cadre universitaire.

Je me suis décidé pour le master Développement local et économie solidaire de Valenciennes. En effet, il me semblait plus facile d'acquérir les outils et compétences techniques de la création. Mais connaître les acteurs du territoire et approfondir mes connaissances sur l'économie solidaire me semblait plus compliqué en dehors d'une formation. Je me disais que je pouvais trouver facilement les outils et compétences techniques de la création, alors que connaître les acteurs du territoire et approfondir mes connaissances sur l'économie solidaire, c'était beaucoup plus compliqué. La formation a vraiment répondu à mes attentes : j'ai pu me constituer un début de carnet d'adresses, et je me suis régalé avec les interventions universitaires de Bernard Eme, Danièle Demoustier. Les cours en comptabilité, droit fiscal, droit commercial, marketing sont également bien utiles par rapport à la création de mon projet.

Le fait que la formation soit en alternance, avec une semaine de cours et 3 semaines sur le projet, est très important. Cela permet de faire des allers-retours entre les enseignements et notre projet, et de prendre un peu de recul par rapport à la construction du projet.

Je suis aujourd'hui dans la dernière ligne droite de la création, je dépose mes statuts à la fin du mois, et je me sers encore aujourd'hui régulièrement de mon mémoire pour bâtir mon business-plan par exemple. »

Certificat « Innovations socio-économiques » : un partenariat CNAM - RTES

Le RTES a contribué à la conception d'un certificat de spécialisation innovations socio-économiques, avec le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers, chaire consacrée aux relations de service animée par Jean Louis Laville). Cette formation, qui se déroule sur 9 journées, auxquelles s'ajoutent 2 journées de tutorat collectif, s'adresse aux techniciens des collectivités mais aussi aux militants et acteurs des réseaux des territoires. Renforcer la formation des élus et des techniciens, modéliser les pratiques de développements territoriaux et les diffuser en s'appuyant sur des organismes reconnus, contribuer à la création d'une culture commune entre techniciens de collectivités locales et acteurs de l'ESS, tels sont les principaux objectifs de cette formation.

La Région Provence a été la première à l'expérimenter, en lien avec l'APEAS[2]. Une session a démarré en Nord-Pas-de Calais en 2009, qui réunit une douzaine d'auditeurs, techniciens de collectivités locales ou responsables de structures d'ESS. La Mairie de Lille a décidé de prendre en charge le coût de la formation pour six dirigeants associatifs. Cette formation a vocation à être déclinée sur d'autres territoires intéressés.

Le CNAM propose également dans plusieurs régions un master Manager d'organismes à vocation sociale et culturelle.

Valérie Morel, directrice de l'action économique à Artois Comm

« J'ai intégré la fonction publique en tant que contractuelle depuis maintenant 7 ans après une expérience d'environ 15 ans à la fois en secteur associatif et en conseil auprès de collectivités.

Je travaille aujourd'hui sur le projet de développement économique d'une communauté d'agglomération de 210 000 habitants, qui articule actions de développement économique « classiques » (accompagnement et implantation des entreprises, aménagement de zones industrielles), et définition d'une politique économique plurielle qui analyse tous les secteurs d'activités créateurs d'emplois et d'innovation : recherche et développement, intelligence économique mais aussi économie sociale et solidaire.

Un moyen d'appréhender des expériences nationales et européennes, de revenir sur des fondements

La formation CNAM répond pour moi à plusieurs objectifs : me permettre de revenir, à partir d'une approche historique, sur ce qui peut définir la stratégie économique d'un territoire. Comment une agglomération peut être le lieu où l'on imagine une forme d'action innovante permettant d'assurer une coopération entre acteurs économiques et institutions ? Comment viser une conciliation locale de dimensions sociales et économiques et susciter un développement économique pluriel ? L'intervention de Laurent Gardin sur les initiatives locales m'a beaucoup intéressée.

C'est pour moi une belle « pause » dans une vie professionnelle toujours en mouvement, un moyen d'appréhender des expériences nationales et européennes, de revenir sur des fondements. J'apprécie beaucoup que la plupart des intervenants soient enseignants-chercheurs et militants. Par ailleurs, les témoignages d'acteurs régionaux est aussi intéressante même si je connais la plupart d'entre eux. Ne serait-il pas intéressant d'alterner avec des témoignages d'autres territoires à l'échelle nationale ? »

L'institut Godin au service de la recherche en ESS

À l'origine de l'Institut Godin, il y a une rencontre. Celle d'entrepreneurs, d'universitaires et d'acteurs institutionnels territoriaux. En 2005, Jean-Pierre Girard, doyen de l'UFR de sciences économiques de l'université Jules Verne, propose à la Maison de l'économie solidaire d'accueillir un étudiant en master d'économie, Nicolas Chochoy. Il souhaite réaliser une recherche sur les initiatives portées par cet ensemblier d'insertion. La Région Picardie est très vite convaincue de l'intérêt d'une telle démarche (le Conseil Général de l'Oise est également aujourd'hui partenaire de l'institut).

Après une phase d'expérimentation, l'association « Institut Jean-Baptiste André Godin », est créée en 2007. Son ambition est de mutualiser la recherche et développement en économie sociale et solidaire. Des étudiants sont affectés à des travaux de recherche repérés au sein d'organisations qui mettent en œuvre des pratiques solidaires. Ils sont accompagnés du côté de l'université par un directeur de recherche (maître de conférences ou professeur) et du côté de l'entreprise par un tuteur de recherche.

L'association accueille ainsi et accompagne, y compris financièrement, des étudiants en master 1, master 2 et des doctorants (3 actuellement). L'actualité est particulièrement fournie pour l'institut : signature d'une convention cadre avec l'université de Picardie Jules Verne permettant de développer et de faciliter les interventions d'entrepreneurs solidaires dans les cursus universitaires, et reconnaissance comme centre régional de transfert et d'innovation technologique par la région Picardie. Gageons que l'exemple va inspirer d'autres régions. Plus d'infos sur www.institutgodin.fr.

[1] « L'enseignement initial de l'économie sociale et solidaire : un enjeu stratégique », par Danièle Demoustier et Scarlet Wilson-Courvoisier, revue Recma n° 311.

[2] Association provençale pour l'économie alternative et solidaire.

MAQUETTE RTES 10:Mise en page 1 21/07/09 14:58 Page 6

La formation des acteurs de l'économie sociale et solidaire est une des conditions importantes du développement de l'ESS. De nombreuses régions mettent ainsi en place des programmes ambitieux, ou prennent en charge le financement de formations universitaires, pour la formation des responsables associatifs. La Champagne-Ardenne par exemple a mis en place une plate-forme régionale de formations des dirigeants et bénévoles associatifs. Plus rares sont les expériences s'adressant à l'ensemble des familles de l'ESS. C'est le case de l'école de l'entrepreneuriat en économie sociale

● L'école de l'entrepreneuriat en économie sociale, un outil partenarial en Languedoc-Roussillon

Former à l'économie sociale et développer les projets d'entreprises de ce secteur, tels sont les objectifs qui fondent l'école de l'entrepreneuriat en économie sociale (EEES) qui a démarré en mars 2009 à Montpellier sa première promotion. Avec la création de l'EEES sous forme de société coopérative d'intérêt collectif, les acteurs institutionnels et les entreprises sociales de Languedoc-Roussillon font le pari de développer l'économie sociale locale en développant les compétences managériales de ses dirigeants.

« Dès 2004 la région Languedoc-Roussillon a fait le choix de miser sur l'économie sociale et solidaire, dans le cadre de sa politique de développement des entreprises. La création d'une école de l'entrepreneuriat en économie sociale s'est révélée être d'une grande nécessité » souligne Marie Meunier-Polge, élue à l'économie sociale et solidaire au Conseil Régional du Languedoc-Roussillon. L'école propose ainsi un accompagnement de 55 journées sur deux ans pour les porteurs de projet et les entrepreneurs autour de trois modules : le développement stratégique de l'entreprise, la gouvernance et le management des ressources humaines, sans oublier le pilotage et la gestion d'entreprise.

Pour Rémy Coste, dirigeant d'une structure qui regroupe un centre de formation de pupilles, un chantier d'insertion et une entreprise d'insertion, cette formation correspond à son parcours et à ses attentes. La dimension de recherche-action, l'apport des intervenants, issus du monde de l'entreprise et connaissant bien le monde de l'économie sociale, est d'un grand intérêt pour accompagner la réflexion menée sur la réorganisation de la structure, réorganisation rendue nécessaire par l'important développement de celle-ci au cours des deux dernières années.

De plus, la formation permet de mieux appréhender les différentes composantes de l'économie sociale. En dépit d'un parcours de plus de 25 ans au sein d'associations et de la présidence d'une mutuelle, Rémy constate qu'il connaissait assez mal le secteur coopératif par exemple, même s'il le côtoyait.

● Des universités impliquées dans le développement de l'économie solidaire au Brésil

Dans les années quatre-vingt-dix, les pratiques d'économie solidaire se multiplient au Brésil, avec l'appui de plusieurs acteurs, dont les universités. Cet appui apparaît principalement sous la forme d'incubateurs d'entreprise d'économie solidaire, qui sont des laboratoires interdisciplinaires d'intégration entre l'enseignement, la recherche et le service à la collectivité (extensão), dans lesquels travaillent des professeurs, des techniciens et des étudiants. Les incubateurs – aujourd'hui plus de 70 au Brésil – représentent un important lieu de recherche-action sur l'économie solidaire. Les universités ont également un important rôle politique à partir de l'engagement dans le forum brésilien d'économie solidaire. À côté des élus, des entreprises et d'autres organismes d'appui, les réseaux d'incubateurs s'engagent dans le combat politique quotidien de construction d'un nouveau mode de développement économique et social par le biais de l'économie solidaire.

Atelier de formation en milieu rural au Brésil, Ana Dubeux

Ana Dubeux, professeur adjoint de l'université fédérale rurale de Pernambouc, département de sciences de l'éducation, ana-dubeux@hotmail.com

Parole de jeunes

Une analyse réaliste sur les formations ESS

Florie Chaze, Ludovic Hébrard, Julie Fleuriault, Hélène Brunet, âgés de 23 à 27 ans, témoignent de leurs attentes et de leurs projets. Venus de la Sarthe, de la Lozère ou de la région parisienne, mobiles ou prêts à l'être, elles et il se retrouvent dans la région toulousaine, expérimentent leur projet professionnel, parfois un projet de vie…

Un point commun : leur formation est choisie avec conviction.

Florie, titulaire d'un master 2 « Management des organisations de l'économie sociale / IUP Charles Gide (Le Mans), en master 2 « Nouvelle économie sociale » à Toulouse mentionne un « engagement personnel », doublée d'une conviction politique. Après un premier stage ESS au Canada, elle appuie Etymôn, couveuse d'activités solidaires pour valoriser le centre de ressources de la structure.

Ludovic voulait comprendre le fonctionnement de l'économie ; après une double licence économie et sociologie, il choisit le master « Nouvelle économie sociale » tout en participant dans son stage à l'ADEPES à l'organisation du Forum régional ESS. Aujourd'hui, il mène une enquête de besoins des acteurs dans le cadre d'un mi-temps à durée déterminée.

Florie

« J'ai une formation très opérationnelle, solide mais ce n'est pas assez reconnu. Travailler dans l'ESS relève t-il d'un rêve ? »

Ludovic

« Mon master apporte une dimension d'entrepreneur, il faudrait développer plus d'outils et une méthodologie de projet propre aux initiatives de l'économie solidaire ».

Julie

« Je suis satisfaite de ma formation, qui offre un base solide en gestion, mais il faut la valoriser plus auprès des employeurs. »

Julie effectue une préparation à HEC, puis portée par un ensemble de valeurs transmises par sa famille, souhaite une autre approche de l'économie. Elle opte pour l'IUP Charles Gide. Après un séjour en Irlande dans une structure sociale, elle effectue une étude sur la gouvernance au sein de l'ADEPES, Agence de développement et de promotion de l'économie solidaire en Midi-Pyrénées.

Bérangère Alcouffe, la plus jeune, affirme des valeurs autour de l'écologie et d'une économie, qui met l'homme au centre. Dès sa sortie du Lycée, elle s'oriente vers le master 1 « Innovation par l'économie sociale / NTIC » (Université du Mirail). Elle met en place avec l'association Atelier blanc, un centre de ressources sur l'habitat groupé en Midi-Pyrénées.

Bérangère

« Il s'agit souvent de créer son propre emploi mais cela se fera au fil de la réalité. »

Hélène quant à elle privilégie la découverte de l'ESS au travers de stages. Après moult « petits boulots », elle conçoit le travail avant tout porté par des valeurs. Elle est aujourd'hui en stage à l'IES, (Initiatives pour une économie solidaire), société de capital-risque en Midi-Pyrénées, mais elle fera l'année prochaine un master 2 « Entreprenariat » à l'École supérieure de commerce.

Satisfaits de leurs formations ?

Dans l'ensemble, la réponse est affirmative. Sont appréciés les approches historiques et théoriques, les liens avec les professionnels de l'économie sociale, le fort ancrage dans le réseau régional d'économie sociale et solidaire, les longues périodes de stage.

Des demandes d'améliorations existent : le manque de visibilité et de reconnaissance de leurs formations, notamment parmi les acteurs ESS. Comment faire poids sur le marché du travail face à des cursus plus classiques et moins généralistes (marketing, communication) ? Pour certains, il faut plus d'outils de management d'entreprises et de projets ; pour d'autres, il faut valoriser ces formations auprès des structures ESS.

Hélène

« Après mon master, je chercherai du travail, dans une structure à taille humaine, qui développe la relation de confiance ».

Et l'avenir ?

Optimistes, volontaires, impliqués, mais inquiets quant aux possibilités d'être rémunérés… Porteurs de projets, ils analysent : avoir du temps pour viabiliser son activité est un facteur important avec de multiples étapes à franchir.

Florie désire travailler dans l'ESS en milieu rural et ouvrir ultérieurement avec son compagnon une ferme coopérative. Ludovic porte avec deux partenaires un projet de dépannage urbain en plomberie, « Zéco Plombier ». Pour Julie et Hélène leurs motivations et leurs capacités à être mobiles seraient un facteur positif pour trouver un emploi. Bérangère s'adaptera à la réalité, mais maintient son projet « de vie » sur le thème de l'habitat groupé et pourquoi pas, un village écologiste et humaniste en Aveyron ?

Comment dépasser la précarité de leurs statuts ? Quelles réponses l'État, les collectivités et les structures d'ESS peuvent-ils apporter pour professionnaliser de manière durable les initiatives locales solidaires et favoriser l'intégration de jeunes diplômés ? Comment susciter et accompagner les dynamiques d'innovations sociales portées par certains de ces jeunes ? Autant de questions à approfondir lors de la prochaine journée d'échanges et de débat organisée par le RTES…

Pour aller plus loin : www.rtes.fr

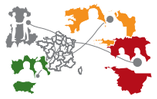
Master 2 « Management des organisations de l'économie sociale », IUP Charles Gide (Le Mans).
Laurent.Pujol@univ-lemans.fr
www.management-iup-ecosociale.org/

Master 2 « La nouvelle économie sociale » de l'université Toulouse-Le Mirail
Marius Chevallier : cerises@univ-tlse2.fr
www.univ-tlse2.fr/cerises rubrique formation

Un important travail de repérage des licences et masters en économie sociale et solidaire réalisé par Michel Abhervé : www.univ-mlv.fr/ecosoc

MAQUETTE RTES 10:Mise en page 1 21/07/09 14:58 Page 8

VIE DU RESEAU



Le site du RTES ouvre son espace adhérents : vous pourrez y consulter des documents spécifiques (documents de travail, supports de formation, documents internes, etc.), accéder à un forum, mais aussi proposer du contenu, article ou agenda, sur le site.

Rendez-vous sur le site www.rtes.fr

Retour sur la jounée « Finances solidaires et développement des territoires » du 2 juillet 2009

C'est sous un vif soleil que s'est tenue la 10e journée d'échanges et de débats organisée par le RTES en collaboration avec le Conseil Régional de Champagne-Ardenne. Aux « tera-dollars » et au capitalisme devenu fou, évoqués par l'universitaire toulousain François Morin en ouverture, ont répondu les milliers d'euros accordés à des créateurs de petites entreprises de Champagne-Ardenne, par France-Active, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) ou la Caisse d'Epargne. Servent-ils l'activité économique, ces prêts et ces garanties bancaires, ou préservent-ils le lien social ? Le conseil régional, en finançant ces associations, poursuit les deux objectifs, répond Jaïm Myara, vice-président en charge de l'ESS. L'après-midi était consacrée à la mobilisation de l'épargne solidaire de proximité : comment acteurs et collectivités locales peuvent-ils mieux répondre aux besoins d'un territoire, que ce soit dans le domaine du logement, de la création d'entreprise ou des activités en milieu rural ? Comment grandir sans perdre son âme ? Comment se développer en gardant les pieds sur terre ?

Retrouvez sur www.rtes.fr les principaux moments de cette journée.

À vos agendas !

• 16 septembre 2009, Assemblée générale du RTES, Paris

De 12 à 14 h : assemblée générale. De 14 h 30 à 16 h 30 : débat avec Claude Alphandéry ; échanges autour du Livre *Blanc sur l'économie sociale et solidaire* (en cours de rédaction). Maison de la Bretagne : 8, rue de l'Arrivée 75015 Paris. Métro Montparnasse.

• Vendredi 25 septembre 2009, 1re rencontre internationale des territoires de coresponsabilité, Mulhouse.

Organisée par la ville de Mulhouse, pionnière dans ce processus et le Conseil de l'Europe.

• Jeudi 1er octobre 2009, Formation RTES : « Clauses environnementales, développement des circuits courts, le rôle possible des collectivités locales », Lyon.

Inscrivez-vous dès maintenant. Renseignement et inscriptions : animation@rtes.fr. (gratuit pour adhérents, 100 € pour non adhérents).

• Du vendredi 2 au dimanche 4 octobre 2009, Salon européen du Commerce équitable, Lyon

2e édition co-organisée par différents acteurs européens du commerce équitable, ce salon est ouvert aux professionnels et au grand public. www.salon-europeen-commerce-equitable.org

Publications récentes

Le Monde Diplomatique, juillet 2009

« Des coopératives ouvrières aux banques : l'économie sociale, une réponse au capitalisme financier ? »

Avec l'échec du capitalisme financiarisé et la mise en cause des politiques prônant l'individualisme et le court terme, l'esprit associatif, mutualiste et coopératif est de plus en plus fréquemment évoqué. Sa mise en oeuvre met en lumière les paradoxes d'un modèle où coexistent maraîchers solidaires et banques d'affaires

Les Missions du possible

Avec et pour les jeunes en parcours d'insertion, Anne Le Bissonnais. Éd. Apogée, collection *Les panseurs sociaux* (www.editions-apogee.com)

Ce livre montre la façon dont les missions locales, depuis plus d'un quart de siècle, les accompagnent dans leur trajectoire. Il décrit leur démarche, leur savoir-faire et leur travail quotidien, illustrés par le cas de la mission locale Sud Essonne, à cheval entre espaces urbain et rural. Le réseau des missions locales accompagne plus d'un million de jeunes par an ; dans chacun des cinq cents territoires où elles sont implantées, elles contribuent aux politiques locales en direction de la jeunesse. Leur travail reste pourtant largement méconnu. Comment ce capital d'expérience irremplaçable peut-il mieux trouver sa place dans les politiques publiques d'emploi et d'insertion ?

Bienvenue aux nouveaux adhérents du 2e trimestre 2009 : Département de l'Oise • Région Aquitaine • Communauté d'Agglomération de Niort • Ville de Caen • Ville de Saint-Herblain

Liste des adhérents au 30 juin 2009

Communauté d'Agglomération Dijonnaise • Communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole • Communauté d'Agglomération de Niort • Communauté d'Agglomération de Plaine Centrale Val-de-Marne • Communauté d'Agglomération de Pau Pyrénées • Communauté d'Agglomération de Plaine Commune • Communauté d'Agglomération de Poitiers • Communauté d'Agglomération Rennes Métropole • Communauté d'Agglomération du Sicoval • Communauté Urbaine Le Creusot Montceau Les Mines • Communauté de Communes du Val-de-Drôme • Communauté Urbaine de Nantes • Lille Métropole Communauté Urbaine • Département de Dordogne • Département de l'Oise • Département du Va-de-Marne • Département de Paris • Région Aquitaine, Région Bretagne • Région Bourgogne • Région Champagne-Ardenne • Région Haute-Normandie • Région Ile-de-France • Région Languedoc Roussillon • Région Midi-Pyrénées • Région Nord-Pas-de Calais • Région Pays-de-Loire • Région Poitou-Charentes, Région Picardie • Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Région Rhône-Alpes • Ville d'Argentan • Ville d'Audincourt • Ville d'Aulnay-sous-Bois • Ville de Bergerac • Ville de Champigny sur Marne • Ville de Chevilly Larue • Ville de Cherbourg Octeville • Ville de Fresnes • Ville de Grenoble, Ville de Lille • Ville de Lyon • Ville de Pantin • Ville de Pessac • Ville de Saint-Denis • Ville de Saint Fargeau Ponthierry • Ville de Seclin • Ville de Villeneuve d'Ascq • Ville de Wattrelos.

Direction de publication : Christiane Bouchart - Rédaction : Anne-Laure Federici, déléguée générale, 06 61 17 94 90 - alfederici@rtes.fr - Bérénice Dondeyne, 05 62 88 26 51 - animation@rtes.fr - Charte graphique : Yann Montigné - www.ahauteurdx.com - Mise en page : Jean-Marc Pubellier - marcpub@wanadoo.fr Impression : Artésienne sur papier recyclé Cyclus Print.